



Centre d'Information Technique
et Economique
Rue Samuel Rahamefy Ambatonakanga - BP
74 - Antananarivo 101 MADAGASCAR
Tél. : +261 20 22 253 86
Fax : +261 20 22 336 69
e.mail : cite@cite.mg
internet : www.cite.mg



Lot II A 119 S Soavimbahoaka
BP 1563 – Antananarivo 101 MADAGASCAR
Tél. : +261 20 24 522 32
Fax : +261 20 22 595 22
e.mail : gret@iris.mg
internet : www.gret.org



Programme Solidarité Eau - 32, rue Le
Peletier 75009 PARIS
Tél. : 33 (0)1 53 34 91 20
Fax : 33 (0)1 53 34 91 21
e.mail : pseau@pseau.org
internet : www.pseau.org



Mise en réseau et appui à la Coopération décentralisée et non gouvernementale Eau / Assainissement à Madagascar

**Compte rendu de la 2^e rencontre technique
du 2 février 2010
à Tamatave**

sur

**LES MODES DE GESTION DE L'EAU A MADAGASCAR –
UNE DISCUSSION AUTOUR DE QUELQUES EXEMPLES**

Animateur : Mathieu Le Corre – Gret

I. Contexte

Pour rappel, le programme de « *Mise en réseau et d'appui à la Coopération décentralisée et non gouvernementale Eau / Assainissement à Madagascar* » mené en partenariat entre le Programme Solidarité-Eau (pS-Eau) et le Centre d'Information Technique et Economique (Cite) avec l'appui technique du Gret, a pour objectifs généraux :

- (i) la mise en cohérence des actions des acteurs de l'eau et de l'assainissement avec la politique globale du gouvernement
- (ii) et l'organisation d'un espace d'échanges entre tous les acteurs mettant en œuvre des projets Eau/Assainissement à Madagascar.

Les activités mises en œuvre par le réseau sont :

- identifier et valoriser les acteurs
- diffuser les informations et les outils spécifiques
- organiser un espace d'échange pour :
 - o accompagner les acteurs dans la réalisation de leurs projets
 - o organiser des rencontres techniques et institutionnelles en France et à Madagascar

Dans le cadre de ce programme, trois réunions techniques entre les acteurs du secteur sont programmées à Madagascar durant cette année pilote 2009-2010, afin de les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets respectifs

La première réunion qui s'est tenue le 13 novembre 2009 au Cite, animée par Vincent Dussaux, du pS-Eau a eu pour thème : « **La coopération décentralisée et non gouvernementale franco-malgache sur l'eau et l'assainissement : quelles attentes et quelles perspectives vis-à-vis d'une démarche de mise en réseau ?** ». Elle a regroupé plus d'une trentaine de participants, acteurs du secteur de l'eau, représentant différentes entreprises et organismes d'appui.

L'expression de ces attentes a permis de déterminer le thème de la deuxième réunion « **Les modes de gestion de l'eau à Madagascar – une discussion autour de quelques exemples** » qui fait l'objet du présent compte rendu. Elle a été organisée le 2 février dernier à Toamasina et animée par Mathieu Le Corre du Gret. Elle a regroupé plus d'une vingtaine de participants (cf. liste en annexe), dont certains étaient présents à la première réunion à Antananarivo.

Outre ce thème principal il est également paru nécessaire aux participants et aux organisateurs de bien faire ressortir la complémentarité des Initiatives Diorano WASH et Ran'Eau.

II. Déroulement de la 2^e rencontre technique

Matinée :

- présentation des participants,
- présentation du réseau Ran'Eau, de la démarche de mise en réseau des acteurs eau et assainissement et des activités prévues sur la première année,
- présentation de la plate-forme Diorano WASH,
- discussion sur la collaboration entre Ran'Eau et Diorano WASH,
- présentation du cadre légal de la gestion de l'eau, et de quelques exemples de mode de gestion ;

Après-midi :

- présentation de quelques exemples en mode de gestion suivie d'un débat,
- présentation et démonstration de l'utilisation du site pS-Eau et de la page Web dédiée à Madagascar,
- débats et synthèse sur les modes de gestion.

III. Présentation du réseau Ran'Eau, par Léa Rasolofoson-Rajaonah (voir diaporama en annexe)

Le nom **Ran'Eau** pour le réseau d'appui à la coopération décentralisée et non gouvernementale du secteur Eau et Assainissement à Madagascar, mis en place par le pS-Eau et le Cite, avec l'appui technique du Gret a été adopté en décembre dernier. Une année pilote (2009-2010) de lancement du réseau est financée par l'agence de l'Eau Seine Normandie, l'agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, le Grand Lyon, l'Ircod, le Scac de l'Ambassade de France à Madagascar et l'AfD.

Il vise à améliorer l'efficacité globale des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement menés par la coopération décentralisée et non-gouvernementale franco-malgache et à assurer leur cohérence avec la stratégie nationale malgache.

Depuis quelques années, Madagascar s'est engagé dans un processus de décentralisation et de réforme du secteur de l'eau potable et de l'assainissement. Les collectivités territoriales et les associations françaises sont de plus en plus nombreuses à s'investir dans des coopérations sur les thèmes de l'eau et l'assainissement, généralement sans avoir ou prendre le temps de connaître les actions menées par leurs pairs.

L'accès limité aux informations/outils (contexte sectoriel, partenaires techniques et financiers...) ne favorise pas l'insertion de ces initiatives dans la programmation sectorielle malgache et l'essor de nouveaux projets.

4 axes d'actions majeures du réseau ont été mis en avant :

- identification et valorisation des acteurs et des actions,
- diffusion d'information et d'outils spécifiques,
- animation d'un espace d'échanges,
- détail des services offerts (accueil et informations aux porteurs de projets, appui/conseil aux collectivités et ONGs, réunions techniques et institutionnelles, base de données, outils d'appui, d'information et de communication).

Léa Rasolofoson-Rajaonah, responsable de l'animation du dispositif au Cite, a ensuite fait une brève description du pS-Eau et de son site internet (www.pseau.org , 350 actions en ligne, 760 documents, un annuaire des acteurs et partenaires techniques et financiers regroupant 10 000 contacts) et du Centre d'Information technique et économique (www.cite.mg).

Les participants à l'atelier ont été invités à consulter la page internet du réseau Ran'Eau : www.pseau.org/madagascar. Cette page sera reprise prochainement sur le site www.cite.mg/raneau.

Le Gret, qui vient en appui au Cite pour animer cette plateforme, est une ONG française fondée en 1976. Elle se mobilise pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités structurelles, limiter les vulnérabilités, améliorer l'accès aux services de bases et promouvoir les droits économiques et sociaux.

Ses activités sont regroupées autour de six pôles :

- accès aux services essentiels (ici, eau et assainissement),
- alimentation et agriculture durables,
- développement institutionnel, acteurs et territoires,
- information et communication pour le développement,
- microfinance et services aux petites entreprises,
- politiques publiques et régulations internationales.

Depuis 1998, le Gret a mis en œuvre à Madagascar plusieurs projets.

- Nutrimad : lutte contre la malnutrition,
- Ifac : appui-conseil pour les micro et petites entreprises en collaboration avec Cite,
- Psasa : mise en place d'un système d'approvisionnement en semences de qualité dans le sud malgache,
- Mahavotse : système de microfinance pour la population du Sud,
- Drynet : réseau de partenaires internationaux luttant contre la désertification en partenariat avec Enda OI,
- Méddea : mécanismes durables de développement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement,
- rHYviere : réseaux hydroélectriques villageois, conception et vulgarisation de mécanismes de développement de la filière petits réseaux hydro autonomes.

C'est la capacité d'ingénierie conseil du Gret qui est mobilisé durant cette année test afin de répondre au mieux aux demandes des membres du réseau et participer à l'élaboration de la deuxième phase qui devrait logiquement suivre cette année test.

IV. Diorano-WASH, Structure de concertation de dialogue, d'échanges d'informations, par Victor Fidèle Razanadrakoto (Coordinateur Régional de Diorano-WASH) (voir diaporama en annexe)

Diorano-WASH est une structure de concertation, de plaidoyer et d'échanges d'information. C'est une plateforme qui réunit l'ensemble des partenaires tant malgaches que des organisations d'appui extérieures intervenant dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Le gouvernement a officialisé l'approche Diorano-WASH par un décret (n°2008-094) portant approbation et adoption de la charte Diorano-WASH (Water, Sanitation and Hygiene for all).

Diorano-WASH intervient afin d'apporter une **assistance, un appui conseil au secteur en lien étroit avec** les ministères de tutelle du secteur eau-assainissement-hygiène. Cet appui se décline

depuis le niveau central, jusqu'au niveau local en passant par le niveau régional. Diorano-WASH joue un rôle important de facilitateur. Diorano-WASH est aujourd'hui structuré en 18 comités régionaux.

Son objectif général est de contribuer à la réduction des maladies d'origine hydrique liées aux usages en matière d'alimentation, d'hygiène et d'assainissement. La plateforme appui les défis¹ la Politique nationale de l'eau et de l'assainissement.

Les objectifs spécifiques de la plate-forme s'articulent autour de 6 axes stratégiques :

- coordination, suivi et évaluation,
- renforcement des capacités,
- partenariat,
- plaidoyer et mobilisation de fonds,
- changement de comportement,
- recherche et action.

La plateforme soutient les initiatives visant à renforcer les partenariats : public-privé, public-public, privé-privé :

Le partenariat est défini comme une association d'au moins deux entités ou organismes ayant des objectifs compatibles et s'entendent :

- pour travailler ensemble afin de mener une opération ou un ensemble d'opérations commune(s),
- à partager les résultats ou les gains ainsi que les risques.

Il améliore la coordination, la gestion et évite la dispersion des efforts humains et financiers. Il s'agit de combiner les efforts en vue d'un partage de possibilités.

Les acteurs sont réunis autour d'objectifs communs, ils ont leurs propres capacités, motivations et différentes modes de participation. Chaque entité peut se focaliser dans les domaines de sa compétence, tout en laissant la place aux autres pour leurs spécialisations.

Sur le plan opérationnel, les collectivités décentralisées, les ONGs, le secteur privé, les comités villageois et tous les acteurs du secteur sont encouragés à intégrer et à s'impliquer dans la mise en œuvre de la campagne Diorano-WASH à travers leurs interventions dans des projets d'eau, d'assainissement et d'hygiène à base communautaire ainsi que tous les différents canaux d'intégration potentiels.

Il n'y a pas de partenariat modèle ; chacun est différent et comporte ses propres caractéristiques.

Diorano-WASH propose quelques formes de partenariat :

- Partenariat Public Privé (PPP) qui concerne les participations entre le secteur public à tous les niveaux, le secteur privé, la société civile, les communautés, les usagers,
- Partenariat public - public qui concerne la collaboration entre les secteurs publics pour l'atteinte d'un même objectif. Cette forme de partenariat est fortement présente dans le cadre de la déconcentration et de la décentralisation.
- Partenariat privé - privé qui est un principe de collaboration à mettre en pratique pour répondre aux besoins de la population et aux attentes des organismes financiers dans leur relation avec les ONGs et le secteur privé.

Quelques exemples de partenariats ont été donnés pour illustrer la démarche

➤ Au niveau de la région :

- Région et FSG (région Atsinanana) : la région d'Atsinanana et FSG (ONG Frère Saint-Gabriel) ont travaillé avec la plate-forme de concertation sur la filière de commercialisation du litchi afin de construire des latrines dans les points de collecte pour en améliorer l'hygiène ;

¹ « Contribuer à la réduction de la pauvreté en assurant un taux d'accès à l'eau potable de 65% et à l'assainissement et à l'hygiène de 71% d'ici 2012. »

- Région et WaterAid ;
- Au niveau national :
 - Diorano-WASH et Zain – affiche de sensibilisation pour le lavage des mains,
 - Partenariat privé-privé : Partenariat Saf-FJKM et la société Faly Export avec 14 organisations paysannes impliquées dans la construction de latrines.

V. Comparaison, points communs, complémentarité entre les réseaux Diorano WASH et Ran'Eau

Diorano-WASH	Ran'Eau	Points communs Complémentarité
Initiative nationale Malgache institué par décret	Réseau franco malgache animé en France et à Madagascar	Une large plateforme nationale / Une plateforme d'échange entre la France et Madagascar renforçant l'action de la plateforme nationale.
Adhésion formelle au réseau, assemblée générale des membres, etc.	Pas d'adhésion ni d'engagement des membres du réseau. Le réseau fonctionne grâce à la participation de ceux qui l'utilisent – notion d'intérêt partagé.	D'un coté DW un réseau officialisé par décret destiné à fédérer l'ensemble des acteurs à Madagascar de l'autre une initiative franco malgache pour accompagner les coopérations décentralisées et les collectivités, un service et un réseau ouvert à tous y compris les autres acteurs européens.
Plusieurs années d'expériences	Lancement en 2009, année test	
WASH plus focalisé sur le rôle de communication et de sensibilisation avec ses trois messages clés : lavage des mains avec du savon, utilisation effective de latrines hygiéniques, préservation de la potabilité de l'eau du point de puisage jusqu'à la consommation	Ran'Eau focalisé sur la mise en relation, l'échange sur l'aspect organisationnel et technique et la collecte et diffusion de l'information sur le secteur Eau et Assainissement.	
Objectif général : contribuer à la réduction des maladies d'origine hydrique	Objectif général : améliorer l'efficacité des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement	Un objectif plus restreint pour Ran'Eau dédié à l'appui aux porteurs de projets et aux collectivités territoriales en France et à Madagascar.
Objectifs spécifiques ; <ul style="list-style-type: none"> - coordination, suivi et évaluation, - renforcement des capacités, - partenariat, - plaidoyer et mobilisation 	Objectifs spécifiques ; <ul style="list-style-type: none"> - identification et valorisation des acteurs et des actions - diffusion d'information et d'outils spécifiques - animation d'un espace 	Des objectifs plus réduits pour Ran'Eau qui s'inscrivent dans les axes de Diorano-WASH. RE n'a pas pour ambition de coordonner suivre et évaluer, faire du plaidoyer et mobiliser des

Diorano-WASH	Ran'Eau	Points communs Complémentarité
de fonds, - changement de comportement, - recherche et action	d'échanges	fonds, travailler sur le changement de comportement, mener des programmes de recherches action. Il se consacre à identifier les acteurs, diffuser l'information et animer des échanges sur des sujets spécifiques décidés par les membres du réseau.
18 comités régionaux	Cite siège avec ses 13 antennes en région	RE développement progressif de l'appui dans les antennes du Cite. Service basé sur la diffusion de l'information et la capacité propre du Cite en matière de documentation et de formation. Service gratuit de Ran'Eau à Madagascar et du pS-Eau en France (diffusion de documents produits en France et à Madagascar, accueil et appui conseil aux coop. déc. françaises, aux ONG, aux collectivités malgaches à la recherche de partenaires locaux ou en France, etc.), services éventuellement payants du Cite (documentations spécifiques, formation, etc.). DW vocation à couvrir le territoire pour mettre en avant la problématique de l'hygiène et de l'assainissement et échanger sur les pratiques en lien avec les DRH. Appui conseil bénévole et gratuit aux initiatives locales, mise à disposition de documents et outils de sensibilisation. Montage de partenariat Public Privé, Public Public, Privé Privé.
Fournit des informations auprès des petits acteurs qui ne sont pas touchés par les réseaux des « professionnels de l'eau » ou du Cite.	Capitalisation des informations et diffusion sur le site (relais d'information) Ran'Eau incite les acteurs à donner les informations, elles sont capitalisées et mises à jour par du personnel payé en France	Unir nos efforts pour faciliter la diffusion d'information à travers différents supports : affiche, vidéo, émissions radio, média, etc., pour atteindre le plus possible d'acteurs.

Diorano-WASH	Ran'Eau	Points communs Complémentarité
	et à Madagascar à cette fin. Le personnel du Cite à Madagascar et du pS-Eau en France est là pour animer et diffuser les informations.	
<p><u>Conclusion</u> : les activités de Diorano WASH et de Ran'Eau sont complémentaires en terme de production et de diffusion de l'information à l'endroit des acteurs du secteur eau et assainissement à Madagascar.</p>		

VI. Service public de l'eau – l'approche Méddea, par Mathieu Le Corre, Gret (voir diaporama en annexe)

La sélection des communes se fait sur la base d'une approche par la demande :

- organisation d'atelier de présentation du Code de l'eau à des maires et des présidents des conseils communaux sur une série de district (4 pour le Vakinankaratra, 2 pour l'Atsinanana),
- les maires avaient des formulaires à renvoyer et une lettre d'engagement à signer,
- notation sur la base des formulaires – visite des communes – révision de la notation sur la base du terrain,
- les communes sont notées suivant leur motivation, leur nombre d'habitants, les programmes déjà en cours et présence de la problématique eau dans le PCD - Plan communal de Développement,
- trancher sur les communes à choisir lors des comités de pilotage régionaux avec les autorités de secteurs et régionales.

Les échecs répétés de la gestion communautaire sur de grands réseaux, même gravitaires, ainsi que le manque de fonds publics permettant de répondre à la demande conduit le programme Méddea à s'intéresser à la gestion privée, en particulier sur l'affermage et la concession.

La mise en place de la stratégie du programme a été longue et a mis environ un an. Le déroulement de l'ensemble des activités (depuis l'atelier de présentation du Code de l'eau jusqu'au moment où l'eau coule dans les réseaux) prend également un an.

La sélection de l'investisseur gestionnaire (qui cofinance, construit et gère le réseau) se fait sur appel d'offres. Il signe un contrat de délégation de gestion avec la commune, le ministère de l'Eau représentant l'Etat, et l'association des usagers. A Ambohibary le contrat prévoit une taxe communale de 4 % sur le prix de l'eau qui permettra à la commune de s'intéresser à d'autres sites de son territoire communal.

Quelques questions clés ont été posées par la salle, symboliques des interrogations de chacun vis-à-vis de la pérennisation des services publics dans leurs petites villes

Les investisseurs gestionnaires, élément clé de la démarche Méddea, se bousculent-ils ?

Il est rappelé que Méddea est une démarche pilote et que les conditions pour que cet intérêt des investisseurs existe font partie des éléments testés. Si il est trop tôt pour en tirer des conclusions, il est cependant certain que l'intérêt existe et que sans « se bousculer » les investisseurs locaux se montrent intéressés et entrent en concurrence.

L'expérience menée sur 4 sites montre que :

A Ambohibary il y en a eu 3 à la fin du processus (satisfaisant dans une période trouble). 1 n'a pas atteint le minimum technique.

A Morafeno-ouest : il y a quand-même eu 2 offres même si le site est moins attractif.

A voir sur Foulpointe et Antsampanana (tous deux des sites de l'Atsinanana).

Quel est le temps estimé de retour sur investissement pour que ces entrepreneurs ?

Retour sur investissements 10 ans sur des hypothèses sur la base des informations disponibles, comme la volonté de payer que de capacité à payer, cette dernière étant trop tributaire de priorités mal connues.

Le retour sur l'investissement est-il viable si on le comparait avec la Jirama ?

La Jirama a des contraintes, liées par exemple au tarif fixé par l'Etat. Si bien que sur des sites comme Ambohibary, la société d'Etat perdrait probablement de l'argent. La Jirama, sans l'affirmer va peut-être se retirer de ces petits bourgs. Dans ce mouvement de retrait, la commune a un rôle à jouer. Elle a, en effet, plus de marge de manœuvre en travaillant avec les opérateurs privés plutôt qu'avec un opérateur étatique. Elle aurait peu de poids dans le pouvoir décisionnel si certains de ses réseaux d'eau devaient être gérés par la Jirama.

Une piste est également explorée en couplant la fourniture de services d'eau et d'électricité. Cela sécurise les investisseurs qui savent qu'ils peuvent plus facilement coupler l'électricité pour se faire payer leur service que l'approvisionnement en eau.

Une autre difficulté à faire payer le service est la gratuité de la distribution d'eau dans certains endroits de Madagascar notamment à Antananarivo où l'eau est distribuée gratuitement aux bornes fontaines par la Jirama (renforcée par la tentative avortée de vente de l'eau aux bornes fontaines en 2005).

VII. Expérience InterAide sur les modes de gestion mis en place dans le monde rural , par Stéphane Mbarga (voir diaporama et description détaillée du mode de gestion en annexes)

InterAide tire son expérience sur les modes de gestion de 2 projets : Analanjirifo (district Vavatenina et Fénérive-Est), Vatovavy Fitovinany (district Manakara).

Les projets ont eu pendant longtemps une approche communautaire qui se justifie par le fait qu'il s'agit de petites communes enclavées avec de faibles capacités financières et faibles capacités en rapport avec leur prérogative de maître d'ouvrage.

Cette approche a évolué vers une approche communale par rapport au domaine de l'eau et l'assainissement à partir de 2006-2007. On a ressenti le besoin d'impliquer la commune, car il existe une limite dans la gestion communautaire : c'est la question de la durabilité.

Prise en charge de l'agent communal (AC)

Cela dépend des communes.

Il y a des communes qui s'appuient sur un salarié de la commune avec des indemnités lors de mission. Les modalités de prise en charge dépendent fortement aussi de la validation du conseil communal.

Comment travaillez-vous sur la priorité des demandes ?

Critère partagé avec la commune.

Y-a-t-il une participation financière de la commune aux investissements ?

Non. La question de la propriété de l'infrastructure reste entière. La commune ne participe qu'aux réhabilitations.

Fixation du tarif de l'eau

Le budget annuel d'entretien est réparti entre les usagers : 1 000 à 2 000 Ar/an/individu.

VIII. Girelpa (Gestion Intégrée des Ressources en Eau au niveau Local dans la Plaine de l'Andromba) Protos/Fikrifama, par Francesca Rossi (voir diaporama en annexe)

C'est un projet d'appui à la maîtrise d'ouvrage locale co-exécuté par Protos et Fikrifama dans 2 régions : Analamanga et Itasy.

Le projet peut être vu :

- comme un ensemble de méthodes, procédures et outils administratifs qui permettent aux acteurs locaux de réaliser des ouvrages de façon adéquate, de jouer leur rôle et gérer leurs relations,
- comme une stratégie pour structurer les acteurs locaux dans une démarche de développement local et de renforcement des acteurs locaux pour la pérennisation du service d'EPA.

Mode de gestion :

Dans le fond d'épargne chaque KR apporte 3 000 Ar/usager/an avant de construire le système. Ce fonds est tenu dans une IMF (Otiv / Cecam).

Une OPCI (Organisation Publique de Coopération Intercommunale) a été mise en place ainsi que le bureau TMMR (Teknisanina Matianina Momba ny Rano) qui supervise et contrôle le travail des KR au niveau de l'ensemble des communes de l'OPCI.

La cotisation de 3 000 Ar/usager/an est répartie comme suit : la somme de 250 Ar versée au compte de OPCI pour le fonctionnement du bureau TMMR et 2 750 Ar pour le fonctionnement du KR (entretien : exemple achat de robinet, ...).

La commune ne participe pas aux investissements mais le déplacement et les interventions sont à sa charge. Par contre, les communes financent à partir du budget communal une part du coût de fonctionnement du TMMR.

Problèmes constatés

- négligence d'entretien et de gestion
- manque d'argent
- manque de formation et de recyclage (changement des agents)
- problème de confiance (gestion totalement autonome)

Proposition de solution : entrer dans une forme juridique adaptée au cadre légal.

IX. Débats et échanges d'expériences autour de la gestion de l'eau

Après les présentations des expériences des intervenants, les modes de gestion de chaque acteur et les coûts de l'eau pratiqués dans les zones d'interventions ont été les centres de débats des participants.

MLC : Pour le calcul du coût de l'eau on y intègre en général : l'infrastructure, maintenance, fonctionnement et la redevance à l'Etat : 8 Ar/m³ (Cf. décret 2008).

MLC : la gestion communautaire est parfois toute hypothétique dans la réalité, une étude réalisée par Jean-Pierre Olivier de Sardan, il y a déjà une dizaine d'années sur la gestion des points d'eau au Niger et en Guinée, montre qu'il arrive, même pour des points d'eau ruraux avec des comités de gestion, qu'il y ait une évolution vers une privatisation de facto du point d'eau, autour d'une personne charismatique – par exemple le président du comité. Cette étude est disponible sur le site du pS-Eau : http://www.pseau.org/outils/biblio/resume.php?docu_document_id=138

Medair a également partagé ses modes de gestion. Les communes sont choisies sur manifestation d'intérêt. Ce sont les communes et villages les plus motivés avec lesquels travaille Medair. Pour la mise en place des équipements, les bénéficiaires fournissent sable et cailloux. Une fois les installations fonctionnelles ils sont censés cotiser 1 000 Ar par an et par personne. Cependant, le recouvrement de la cotisation est l'un des problèmes évoqués par Medair. Les gens ne cotisaient plus au bout d'un temps et cela pose vraiment un problème pour la gestion. Le projet pense travailler avec une OPCI, mettre en place des dina à cette échelle et réfléchir à comment sanctionner le non paiement.

Pour répondre à la question de comment faire payer l'eau en milieu rural **BushProof**, une entreprise du secteur, a fait des études de marché en milieu rural. Elles ont montré que le service qui intéressait les gens était le service de l'électricité. Sur cette base ils ont eu l'idée de combiner service de l'eau et de l'électricité. Un groupe de ménages solidaires achète sur un principe de location-vente une pompe à motricité humaine et des panneaux solaires permettant d'éclairer chaque habitation et de recharger des téléphones. Si les ménages ne payent pas, BushProof reprend les panneaux. Il n'y a pas pour le moment d'informations sur la mise en pratique de cette idée. Ran'Eau peut s'informer et produire une fiche action.

X. Synthèse sur les modes de gestion

La journée a fait émerger deux modes de gestion différents qui tous deux ont pourtant le point commun de vouloir faire jouer aux communes un réel rôle dans la gestion du service public de l'eau. Un modèle s'appuie sur des opérateurs privés, investisseurs-gestionnaires, qui récupèrent leur investissement par la vente de l'eau au volume dans le cadre d'un contrat clair avec la commune ; l'autre sur des comités de gestion chargés de manière contractuelle de faire fonctionner les points d'eau en faisant cotiser les usagers une cotisation fixe. Il semble, à la réflexion, que ces modes de gestion puissent coexister dans un territoire communal – l'opérateur privé gérant des bourgs, des comités de gestion des hameaux – la taxe sur l'eau au niveau communale permettrait alors des subventions croisées entre usagers.

Quelques pistes de réflexion :

- quelles familles de coût faut-il mettre à la charge des ménages ? Les coûts d'opération ? Les coûts de maintenance ? Les coûts d'amortissement ? Les programmes sont plus ou moins ambitieux sur cette question,
- l'intérêt de la mise en place d'un système d'appui-conseil : exemple du STeFi - **Le suivi technique et financier du service public de l'eau potable en milieu rural et semi urbain.** Depuis 2005, et sur mandat de la Direction Nationale de l'Hydraulique, 2AEP (Assainissement et Adduction d'Eau Potable) assure les prestations de suivi technique et financier des adductions d'eau potable dans la région de Kayes. Au plan financier, le STeFi consiste en l'audit des comptes des gestionnaires des réseaux d'eau tous les six mois (ces gestionnaires

peuvent être associatifs ou privé). Les arrêtés de comptes ont lieu en janvier et juillet. Le suivi technique porte sur le contrôle des installations techniques d'approvisionnement en eau (pompes immergées, groupes électrogènes, installations solaires, réseau, etc.). Le STEFI concerne actuellement 74 adductions d'eau dans la région de Kayes, Modèle dont on pourrait s'inspirer à Madagascar, soit pour les TMMR ou pour les ConSEau (conseil au service de l'Eau) que le programme Méddea souhaite expérimenter.

Annexes :

- A.1- Liste des participants avec quelques photos
- A.2- Présentation Ran'Eau et ses partenaires (en fichier joint)
- A.3- Présentation Diorano WASH (en fichier joint)
- A.4- Présentation de la gestion du service public de l'eau : l'approche du programme Méddea (en fichier joint)
- A.5- Présentation de la mode de gestion d'InterAide (en fichier joint)
- A.6- Présentation de Girelpa de Protos (en fichier joint).
-

A1. - Liste des participants

Organisme	Contact	Fonction	Coordonnées	Mail	Nbre
Interaide	Stéphane MBARGA	Responsable pays "eau et assainissement"	Interaide Nanisana Antananarivo 101 Mob. : +261 (0) 32 41 783 85	s.mbarga@free.fr	2
	Romuald RANDRIANARISON	Responsable projet Région Analanjirofo	Interaide Vavatenina / Fénérive Est Mob. : +261 (0) 32 40 240 29	romuald@yahoo.fr	
Croix Rouge Malagasy et Française	Jhon WATHSON	Chef de projet de la CRM eau assainissement	La goutte de lait - Bd Augagneur Toamasina 501 Mob. +261 (0) 32 05 222 09 / +261 (0) 32 02 515 64	riwathson@gmail.com	2
	Natacha CHRISTOPHE	Chef de base et Coordinatrice eau assainissement de la CRF	Villa Nirina P 14/22 Salazamay sud Toamasina +261 (0) 32 05 222 05	ws-tama.frc@croix-rouge.fr	
PROTOS	Francesca ROSSI	Coordinatrice de GIRELPA	Ankerana lot II H 19 ter Antananarivo Mob. +261 (0) 32 43 106 48	francesca.rossi@protosh2o.org	1
Direction Régionale de l'Eau	Vonintsoa Marie Pierrette RAMIHAJA	Directrice Inter-régionale de l'eau	Mob. +261 (0) 32 53 700 63 / +261 (0) 33 14 951 54 / + 261 (0) 34 18 888 43	ramihaja@yahoo.fr	1
Gret	Mathieu LE CORRE	Chargé de mission	Lot II A 119 S Soavimbahoaka - BP 1563 Antananarivo 101 Mob. : +261 (0) 32 11 008 19	lecorre@gret.org	1

Organisme	Contact	Fonction	Coordonnées	Mail	Nbre
	Thierry RABARIJAONA	Chargé de mission	Lot II A 119 S Soavimbahoaka - BP 1563 Antananarivo 101 Mob. : +261 (0) 32 11 008 22	thierryrabarijaona@gmail.com	1
pS-Eau	Pierre Marie GRONDIN	Directeur	32, rue Le Peletier 75009 Paris Tél. : 33 (0)1 53 34 91 20	grondin@pseau.org	1
Cite	Virginie RAZANABARY	Directrice antenne CITE Toamasina	4 rue Denis Papin Toamasina 501 Mob. : +261 (0) 33 12 237 20	toamasina@antenne.cite.mg	2
	Léa RASOLOFOSON- RAJAONAH	Responsable Projet Ran'Eau	Cite rue Samuel Rahamefy Ambatonakanga – BP 74 - Antananarivo 101 Mob. : +261 (0) 33 12 564 44	lea@cite.mg	
Diorano WASH	Victor Fidèle RAZANADRAKOTO	Coordonnateur régional / Directeur St Gabriel	Mob. +261 (0) 32 04 857 26/ +261 (0) 340129597 / +261 (0) 33 01 001 08	razanadrakotov@yahoo.fr	1
	Charles RAVELOSON (fsg)	Secrétaire exécutif (Fsg)	Lot 15 parcelle 21/52 Mangarivotra Sud Toamasina 501 Mob. +261 (0) 33 12 061 46 / +261 (0) 32 69 900 60	ravelocharles@yahoo.fr	1
ONG SAF FJKM	Mme Charnette RAHAINGONIVOLA	Directeur régional	Station FJKM Anjoma (enceinte Lycée FJKM) Tél. +261 20 53 311 01/ +261 (0) 33 14 152 79 /	saftms@yahoo.fr	1
ONG FRERES SAINT GABRIEL (Fsg)	Fr Edwin JOSEPH	PCA	2 rue Berthold Anjoma Toamasina 501 Mob. +261 (0) 33 12 234 67	edwingfsg@moov.mg	1
Méddéa	Mr Landry RAZAFINDRAMBALA	Responsable technique (Fsg) et représentant de Médeea	Mob. +261 (0) 32 02 602 65	landryrambala@yahoo.fr	1

Organisme	Contact	Fonction	Coordonnées	Mail	Nbre
Médair	M. Yves Pascal SUTER	Responsable projet Maroantsetra	Villa SMYRNA Tanambao Maroantsetra Mob. +261 (0) 32 05 146 90	pmmaro@medair.org	2
	M. Tovo RAMANANTSOA	Coordinateur administratif	Lot VV3 bis Ankaditapaka Haute ville Antananarivo 101 Mob. +261 (0) 32 05 146 79	officetana@medair.org	
Transmad Développement	Edith Luciana TAMBY	Responsable d'opération hydraulique	TMD Ste Marie Ambodifotatra515 – Sainte Marie Mob. +261 (0) 32 46 744 18	tambedith05@yahoo.fr	1
WaterAid	Fety MEVAZARA	Project officer	Bât. Ex-FNUAP Lot IVR 19 bis Rue Lénine Antanimena Antananarivo 101 Mob. : +261 (0) 34 02 810 70 / +261 (0) 32 40 810 70 /	MevazaraFety@wateraid.org	1
Région Bretagne (Région Analanjirofo)	Florian PERRUDIN (AFVP)	Appui aux OP programme d'adduction, d'assainissement, et d'irrigation	Bureau Région Analanjirofo Fénérive Est Mob. +261 (0) 32 54 495 43	florianperrudin@hotmail.com	1
Hydraulique sans frontières	Josse MICKAEL	Responsable projet eau et assainissement à Marotandrano	Mission Catholique Marotandrano Mob. +261 (0) 32 64 961 96	marotandrano@hydrauliquesansfrontieres.org	1
SCAC	Florian MARCHADOUR	Chargé de mission (Coop déc)	Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire Anosy Antananarivo 101 Mob. +261 (0) 32 75 042 79	marchadour.matd@gmail.com	1
NOMBRE TOTAL =					23

Quelques photos prises lors des séances de présentations et de débats

